



La mobilisation contre le projet de Loi Travail ne faiblit pas: 1 million de personnes venues de toute la France, dans les rues de Paris lors de la manifestation nationale du 14 juin qui a duré près de 5 heures, et toujours 70 % d'opinions défavorables sur ce projet de loi.

Pourtant, le gouvernement reste sourd et continue de mépriser celles et ceux qui se battent pour des conditions de travail dignes. Pire, il instrumentalise les violences et n'hésite pas à faire des amalgames des plus douteux avec les attentats pour délégitimer leur juste colère et leurs revendications.

Cela en dit long sur la conception du dialogue social vu par nos dirigeant-es, dialogue social pourtant vanté par la loi...



Retrait de la loi immédiat !

**Si le gouvernement utilise
de nouveau le 49,3 nous
répondrons par un appel à un
rassemblement place du
Théâtre à 18h**

Alors ne nous résignons pas et réagissons face à ce mépris. Lycéennes, étudiant-es, précaires, salariées, chomeur-ses, retraité-es, continuons à lutter pour nos droits.

**Retrouvons-nous pour une manifestation,
Mardi 5 Juillet à 10h30,
Place Saint Pierre à Caen**

La démocratie ayant un sens pour les salarié-e-s, les jeunes, les privé-e-s d'emplois, les retraité-e-s, les organisations syndicales et les organisations de jeunesse, mobilisées depuis plus de 3 mois, ont décidé d'organiser une votation citoyenne qui a reçu plus de 700 000 réponses POUR le retrait de la loi travail, dont plus de 6000 dans le département du Calvados.

Cette votation a été remise au préfet du Calvados ce midi même, 28 Juin, lors d'un rassemblement devant la préfecture à Caen organisée par l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF, UNL, rassemblant plus de 400 personnes.

Ce rejet puissant par population de la loi travail doit être entendu par l'Assemblée Nationale, par le Sénat et par le gouvernement.

Si Valls, et son monde, décident de recourir encore une fois au 49.3, avec tout l'autoritarisme que cela produit, nous saurons nous mobiliser et répondre fermement, et massivement, contre ce déni de démocratie.

L'avenir des travailleurs-euses, de nos enfants, le maintien de nos droits acquis depuis 1936, le droit du travail tel que nous le connaissons, sont en jeu.



**Toutes et tous dans la rue le
5 Juillet 2016, à 10h30 Place
Saint Pierre à Caen.**

Nous appelons également à un rassemblement spontané à 18h place du Théâtre, si le gouvernement faisait appel au 49.3...

